



**REGLEMENT DE PROPRETE DES VOIRIES ET ESPACES PUBLICS DE LA VILLE DE
NOISY LE SEC**



SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
PREAMBULE	4
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
ARTICLE 1 : Objet et champ d'application du règlement	4
ARTICLE 2 : Champ d'application	5
CHAPITRE 2 : LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES DECHETS	5
ARTICLE 1 : Définitions générales	5
1.1 Les déchets ménagers	5
1.2 Les déchets assimilés aux ordures ménagères	7
1.3 Les déchets industriels banals (DIB)	7
ARTICLE 2 : Organisation de la collecte	8
2.1 Sécurité et facilitation de la collecte	8
ARTICLE 3 : Modalités de collecte en porte à porte	9
3.1 Modalité générale de présentation des déchets à la collecte	9
3.2 Fréquence de la collecte	9
3.3 Cas des jours fériés	9
3.4 Chiffonnage	9
ARTICLE 4 : Collecte en points d'apport volontaire	9
4.1 Champ de la collecte en point d'apport volontaire	9
4.2 Modalités de la collecte en point d'apport volontaire	9
4.3 Propreté des points d'apport volontaire situés sur le domaine public	10
4.4 Propreté des points d'apport volontaire situés sur le domaine privé	10
ARTICLE 5 : Collectes spécifiques éventuelles	10
5.1 Collecte des encombrants ménagers à date fixe	10
5.2 Déchets des gens du voyage	10
5.3: Déchets des collectivités	11
ARTICLE 6 : Règles d'attribution et d'utilisation des conteneurs normalisés pour la collecte en porte à porte	11
6.1 Conteneurs agréés pour la collecte des déchets ménagers et assimilés	11
6.2 Règles d'attribution	11
ARTICLE 7 : Présentation des déchets à la collecte	12
7.1 Conditions générales	12
7.2 Règles spécifiques	12
7.3 Vérification du contenu des bacs et dispositions en cas de non-conformité	13
7.4 Du bon usage des bacs	13
7.5 Entretien	13
7.6 Usage	13
ARTICLE 8 : Modalités de changement de bacs	14
8.1 Échange, réparation, vol, incendie	14
8.2 Changement d'utilisateur	14
ARTICLE 9 : Collecte en déchetterie fixe et mobile	14
9.1 Modalités d'apports en déchetterie	14



ARTICLE 10 : Dispositions pour les déchets non pris en charge par le service public ou pris en charge en parallèle du service public.....	16
10.1 Déchets non pris en charge par le service public	16
10.2 Filières parallèles du service public	17
CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS RELATIVES LA PROPRETE DES VOIRIES ET ESPACES PUBLICS	18
ARTICLE 1 : Dispositions générales.....	18
ARTICLE 2 : Obligations des riverains : propreté des trottoirs et taille des végétaux	18
ARTICLE 3 : Occupation du domaine public	18
3.1 Dispositions générales.....	18
3.2 :Travaux	19
ARTICLE 4 : Entretien des véhicules particuliers	19
ARTICLE 5 : Affichage.....	19
ARTICLE 6 : Jets par les fenêtres.....	19
ARTICLE 7 : Interdictions diverses	19
ARTICLE 7 : Animaux.....	20
CHAPITRE 4 : INFORMATION / SENSIBILISATION	20
CHAPITRE 5 : SANCTIONS	21
ARTICLE 1 : Généralités : non-respect du présent règlement.....	21
ARTICLE 2 : Non-respect des modalités de collecte	21
ARTICLE 3 : Dépôts sauvages.....	21
ARTICLE 4 : Brûlage de déchets.....	22
CHAPITRE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION	22
ARTICLE 1 : Application	22
ARTICLE 2 : Modifications.....	22
ARTICLE 3 : Contestation	22



PREAMBULE

L'Etablissement Public Territorial Est Ensemble (ci-après EPT EE) a été créée entre les communes de Bagnole, Bobigny, Bondy, Les Lilas, Le Pré-Saint-Gervais, Montreuil, Noisy-le-Sec, Pantin et Romainville par arrêté préfectoral n° 09-3597 du 22.12.09 portant création de l'EPT Est-Ensemble, devenu le 1^{er} janvier 2016 EPT Est-Ensemble Grand Paris.

Cependant, le Maire ayant conservé l'intégralité de ses pouvoirs de police administrative spéciale en matière de collecte des déchets et de maintien de la salubrité et de l'hygiène publique, la Commune de Noisy-le-Sec reste compétente pour :

- réglementer ladite collecte à savoir notamment :
 - o réglementer la présentation et les conditions de remise des déchets,
 - o fixer les modalités de collecte sélective,
 - o déterminer les conditions d'élimination des déchets par ceux qui les produisent
- s'assurer du respect des règles de la salubrité et de l'hygiène publique

C'est dans ce contexte organisationnel, que la Commune de Noisy-le-Sec a décidé de créer son propre règlement de propreté des voies et espaces publics.

Outre ses fonctions strictement réglementaires, la Commune souhaite faire du présent **règlement de propreté des voiries et des espaces publics** un moyen d'amélioration de la qualité du service apporté et d'information des usagers et administrés.

Le présent règlement a vocation à :

- Maximiser le tri des déchets recyclables et des déchets dangereux, par un rappel formel des consignes et modalités de tri,
- Sensibiliser le personnel de collecte (y compris intérimaires et remplaçants), développer le lien avec d'autres services (le nettoyage par exemple),
- Répondre précisément aux questions des habitants, des élus ou des agents communaux.
- Servir d'outil de verbalisation : les annexes seront, à ce titre, tenues à jour des évolutions des tarifs et des conditions de verbalisation.

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 : Objet et champ d'application du règlement

L'objet du présent règlement est d'une part de fixer les conditions de propreté du domaine public communal, mais aussi de définir les conditions et modalités de la collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de Noisy-le-Sec. Il vient ainsi en complément de l'organisation et des compétences d'Est Ensemble pour la collecte et le traitement des déchets, y compris le tri sélectif.

Il vaut règlement municipal de propreté des voies et espaces publics.



ARTICLE 2 : Champ d'application

Les prescriptions du présent règlement sont applicables à toute personne, physique ou morale, occupant un logement individuel ou un local à usage professionnel que ce soit, en propriété individuelle ou en copropriété en qualité de propriétaire, locataire, usufruitier ou mandataire, ainsi qu'à toute personne itinérante sur le territoire de Noisy-le-Sec.

Elles sont également applicables à tout utilisateur des espaces publics communaux et s'imposent à tout usager du service public de collecte et d'élimination des déchets.

CHAPITRE 2 : LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES DECHETS

ARTICLE 1 : Définitions générales

Est considéré comme déchet « tout résidu d'un processus de réduction, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement, tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon » (loi n°75/633 du 5 juillet 1975).

1.1 Les déchets ménagers

Les déchets ménagers, ou déchets des ménages, sont les déchets provenant de l'activité domestique des ménages dans le cadre de leur habitation. Cela inclut les ordures ménagères ainsi que les déchets encombrants et dangereux. Les déchets ne relevant pas de la catégorie des déchets ménagers et ne pouvant y être assimilés sont ceux indiqués à l'article « déchets ne relevant pas des déchets ménagers et assimilés / déchets proscrits ».

On distingue :

a) Les ordures ménagères (activité domestique des ménages)

- **Fraction fermentescible ou organique**

Les déchets fermentescibles sont les déchets composés de matières organiques biodégradables, issues de la préparation des repas : restes de repas (fruits et légumes, riz, pâtes, ...), épluchures de fruits et légumes, essuie-tout, marc de café, sachets de thé ... Certain de ces déchets peuvent être évités par compostage individuel ou collectif. Est Ensemble forme les usagers intéressés et distribue gratuitement des composteurs (après formation). Certains déchets peuvent également être collectés et valorisés dans des filières adaptées de type compostage industriel ou méthanisation.

- **Fraction recyclable**

Les déchets recyclables sont les déchets constitués de matériaux qui, après une éventuelle étape de prétraitement et/ou de transformation, peuvent être utilisés en substitution d'une matière première vierge dans un cycle de production :

- . Les contenants usagés en verre alimentaire : bouteilles, bocaux et pots. Sont exclus de cette catégorie : la vaisselle, la faïence, la porcelaine, les ampoules, le verre de construction, les pare-brise, la verrerie médicale, les verres optiques et spéciaux...
- . Les emballages en plastiques recyclables : les bouteilles, bidons, flacons vidés de leur contenu, pots, barquettes, films et sacs en plastique.
- . Les emballages métalliques recyclables : c'est-à-dire les emballages constitués d'acier, d'aluminium ou d'autres métaux, vidés de leur contenu (boîtes de conserve, canettes de boissons, aérosols vidés de leur contenu, ...).



- Les papiers, cartons, journaux, magazines et prospectus issus des ménages. Sont exclus de cette catégorie les livres, les papiers spéciaux (papiers carbone, papiers autocopiants, papiers thermiques, calques, ...), les papiers peints ainsi que les papiers, cartons, journaux, magazines et prospectus souillés.

Les déchets ménagers recyclables font l'objet d'une prise en compte en filière REP. Ils sont collectés de manière séparée en points d'apport volontaire ou en porte-à-porte :

- Dans des bacs avec couvercle de couleur jaune pour les papiers et les emballages recyclables hors verre (ils sont ensuite dirigés vers le centre de Romainville pour être triés en vue d'un recyclage)
- Dans des bacs avec couvercle de couleur verte pour les emballages en verre, qui sont ensuite dirigés vers les recycleurs.

- **Fraction résiduelle**

Les ordures ménagères résiduelles sont les déchets restants après les collectes sélectives. Cette fraction de déchets est parfois appelée "poubelle grise".

b) Les déchets végétaux

Les déchets végétaux sont les matières végétales issues de l'exploitation, de l'entretien ou de la création de jardins des particuliers : tontes, tailles de haies et d'arbustes, résidus floraux d'égavage, feuilles mortes.

Ils sont collectés de manière séparée en points d'apport volontaire (parcs à déchets verts) ou en porte-à-porte, et sont acceptés en déchetterie, en vue d'une revalorisation par compostage.

c) Les encombrants

Les encombrants sont les déchets provenant de l'activité domestique des ménages qui, en raison de leur volume ou de leur poids, ne peuvent être pris en compte par la collecte usuelle des ordures ménagères et nécessite un mode de gestion particulier.

Ils comprennent notamment :

- les gravats et terre
- Les revêtements de sol
- La ferraille
- Le bois

d) Les textiles, linges de maison et chaussures

Les déchets textiles sont les déchets issus des produits textiles d'habillement, des chaussures et du linge de maison, à l'exclusion des textiles sanitaires.

Ces déchets font l'objet d'une prise en compte en filière REP. Ces déchets sont à déposer dans les bornes textiles disséminés sur l'ensemble du territoire et repérées sur le site Géodéchets d'Est Ensemble.

e) Les déchets diffus spécifiques

Les déchets diffus spécifiques sont les déchets de produits issus des ménages listés par l'article R 543-228 du code de l'environnement. Ces déchets nécessitent une collecte et un traitement spécifique, qu'ils soient vides, souillés ou avec un reste de contenu. Ils comprennent :

- Les déchets, des produits d'entretien véhicule
- Les déchets des produits de chauffage, cheminée, barbecue
- Les déchets des produits d'entretien piscine



- Les déchets des produits de bricolage et de décoration
- Les déchets de produits d'entretien maison
- Les déchets des produits du jardinage

- **Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)**
Ce sont les déchets d'équipements électriques ou électroniques incluant tous leurs composants, sous-ensembles et consommables spécifiques. Ils comprennent les gros équipements ménagers froids, les gros équipements ménagers hors froid, les écrans, les petits appareils en mélange. Ils font l'objet d'une filière dédiée.

- **Les piles et accumulateurs :**
Les piles et accumulateurs sont des générateurs électrochimiques utilisés comme source d'énergie principale ou secondaire dans de nombreux appareils ou véhicules. On distingue les piles à usage unique, des accumulateurs (ou batteries) qui sont rechargeables.

- **Les DASRI (déchets d'activités de soins à risque infectieux)**
Les déchets de soins à risque infectieux sont les déchets de soins issus des patients en auto-traitement : les déchets perforants (aiguilles, seringues,...), mais aussi les produits à injecter (exemple : insuline) et les appareils permettant l'auto-surveillance (lecteurs de glycémie, électrodes...).

- **Les bouteilles de gaz**
Les bouteilles de gaz sont les bouteilles et cubes ayant contenu du propane ou butane.

- **Les textiles, lignes de maison et chaussures**
Les déchets textiles sont les déchets issus des produits textiles d'habillement, des chaussures et du linge de maison, à l'exclusion des textiles sanitaires.

1.2 Les déchets assimilés aux ordures ménagères

Les déchets assimilés sont des déchets non ménagers mais qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, peuvent être collectés et traités sans sujétions techniques particulières, dans les mêmes conditions que les déchets des ménages.

Sont ainsi assimilés aux ordures ménagères les déchets des artisans, commerçants, administrations, établissements publics, associations, ... déposés dans les bacs dans les mêmes conditions que les déchets des ménages.

Les définitions de fractions et de catégories de déchets énoncées au point 1.2.1 s'appliquent également aux déchets assimilés.

1.3 Les déchets industriels banals (DIB)

Les déchets industriels banals sont les déchets non dangereux et non inertes des entreprises. Ils n'entrent pas dans le champ d'application du présent règlement.



ARTICLE 2 : Organisation de la collecte

2.1 Sécurité et facilitation de la collecte

a) Prévention des risques liés à la collecte

Les déchets seront déposés exclusivement dans les récipients agréés (voir chapitre 3).

Il sera impératif de déposer le conteneur en point de regroupement s'il y a lieu. En effet, ce point a été mis en place étant donnés les risques de sécurité liés à l'accès aux autres emplacements (ex : nécessité de marche arrière).

Tout conducteur d'un véhicule circulant à proximité d'un engin de collecte portera une attention particulière à la sécurité des équipiers de collecte situés sur l'engin ou circulant à ses abords.

b) Facilitation des collectes

Les riverains des voies desservies en porte-à-porte ont l'obligation de respecter les conditions de stationnement des véhicules sur ces voies et d'entretenir l'ensemble de leurs biens (arbres, haies...) afin qu'ils ne constituent en aucun cas une entrave à la collecte ou un risque pour le personnel de collecte.

c) Caractéristiques des voies en impasse

Les voies nouvelles ou réaménagées en impasse devront se terminer par une aire de retournement libre de stationnement et sur voie publique de façon à ce que le véhicule de collecte puisse effectuer un demi-tour sans manœuvre spécifique (diamètre minimum de la placette de retournement : 22 mètres hors stationnement).

- Un terre-plein central peut être aménagé. Une largeur de voie de 5 mètres est toutefois nécessaire à la circulation du véhicule de collecte.
- Dans le cas où une aire de retournement ne peut pas être aménagée, une aire de manœuvre en « T » devra être prévue.
- Si aucune manœuvre n'est possible dans l'impasse, une aire de regroupement des bacs sera organisée à l'entrée de l'impasse.

En ce qui concerne les voies existantes, une solution technique propre à chaque cas devra être trouvée en concertation entre les services de la commune, les usagers et les services d'Est Ensemble.

d) Accès des véhicules de collecte aux voies privées

Est Ensemble peut assurer l'enlèvement des déchets ménagers et assimilés dans les voies privées sous la double condition de l'accord écrit du ou des propriétaires et dégageant la responsabilité de la collectivité et de la possibilité d'accès et de retournement des véhicules de collecte dans les voies en impasse.

e) Accès des véhicules de collecte aux voies étroites

Les voies étroites ou non autorisées aux véhicules supérieurs à 3.5 tonnes devront faire l'objet d'une collecte des déchets par un véhicule adapté.

f) Obligations relatives au service de collecte

Les services de collecte des déchets ménagers sont placés sous la responsabilité d'Est Ensemble, chargée de faire respecter la continuité de la collecte, les horaires et conditions de collecte (jours et fréquence déterminée).



Est Ensemble a la responsabilité du traitement de la valorisation et de l'élimination des déchets ainsi collectés.

Les administrateurs d'immeubles devront apposer leurs noms et coordonnées dans chaque entrée d'immeuble et signaler tout changement à Est Ensemble.

Les régies, propriétaires, gérants et syndics d'immeubles sont tenus d'afficher les informations fournies par Est Ensemble, notamment les consignes de tri des ordures ménagères recyclables.

Les agents de police municipale veilleront au respect des dispositions des arrêtés et règlements notamment relatifs aux marchés alimentaires et forains.

ARTICLE 3 : Modalités de collecte en porte à porte

3.1 Modalité générale de présentation des déchets à la collecte

Les déchets doivent être présentés à la collecte exclusivement dans les conteneurs qui leur sont destinés en fonction de leur catégorie (voir chapitre 3), exempts d'éléments indésirables, c'est-à-dire ne correspondant pas à la définition de ladite catégorie telle que précisée à l'article 2 du chapitre 1.

3.2 Fréquence de la collecte

Les ordures ménagères seront collectées à une fréquence propre à chaque zone et type de déchets. Les usagers peuvent obtenir des informations sur les jours et horaires de collecte auprès des services municipaux, ou auprès d'Est Ensemble (voir coordonnées en annexe).

3.3 Cas des jours fériés

La collecte est maintenue les jours fériés exceptés le 1er mai.

Lorsque le jour de collecte tombe le 1^{er} mai férié une collecte de rattrapage des ordures ménagères résiduelles est organisée pour les zones collectées 3 fois par semaine.

3.4 Chiffonnage

La récupération ou le chiffonnage, c'est-à-dire le ramassage par des personnes non habilitées d'objets de toute nature présentés dans le cadre de l'enlèvement des déchets ménagers, sont strictement interdits avant, pendant et après la collecte.

ARTICLE 4 : Collecte en points d'apport volontaire

4.1 Champ de la collecte en point d'apport volontaire

Le service de collecte est assuré sur l'ensemble du territoire par la mise à disposition de la population de conteneurs spécifiques pour les déchets suivants :

- déchets recyclables hors verre ;
- verre ;
- ordures ménagères résiduelles.

4.2 Modalités de la collecte en point d'apport volontaire

Les déchets doivent être déposés dans les conteneurs qui leur sont destinés selon les consignes de tri indiquées sur lesdits conteneurs. Ils doivent être exempts d'éléments indésirables, c'est à dire ne correspondant pas à la définition de ladite catégorie telle que précisée à l'article 1 du chapitre 2. Les adresses d'implantation de ces colonnes peuvent être communiquées sur demande par la collectivité, ou consultées sur son site internet.



4.3 Propreté des points d'apport volontaire situés sur le domaine public

Aucun déchet ne doit être déposé au pied des conteneurs.

L'entretien quotidien et la gestion des dépôts sauvages au pied des points d'apport volontaire relèvent de la mission d'Est Ensemble, sauf cas particuliers. Est Ensemble fait procéder au moins une fois par an au nettoyage et à la réparation des conteneurs. Le nettoyage des tags est à la charge de la Commune.

4.4 Propreté des points d'apport volontaire situés sur le domaine privé

Aucun déchet ne doit être déposé au pied des conteneurs.

L'entretien quotidien et la gestion des dépôts sauvages au niveau des points d'apport volontaire et, d'une façon générale, sur le domaine privé, relèvent de la mission du propriétaire. Est Ensemble fait procéder au moins une fois par an au nettoyage et à la réparation des conteneurs. Le nettoyage des tags est à la charge du propriétaire. Les cas particuliers devront être réglés par convention avec Est Ensemble.

ARTICLE 5 : Collectes spécifiques éventuelles

5.1 Collecte des encombrants ménagers à date fixe

La collecte des encombrants, tels que définis à l'article 1 du chapitre 2, est assurée à date fixe. Seuls sont acceptés les déchets suivants :

- déchets d'équipements d'ameublement (canapés, armoires, chaises, literie, ...),
- revêtement de sol,
- gros cartons pliés,
- ferraille,
- planches en bois.

Tous les autres déchets encombrants (électroménagers, déchets électriques et électroniques, déchets de travaux, déchets toxiques, déchets végétaux, ...) suivent leur filière propre.

5.2 Déchets des gens du voyage

a) En présence d'une association :

- En cas de convention avec une association pour la gestion et l'exploitation d'une aire d'accueil pour les gens du voyage, Est Ensemble sera chargée de collecter les ordures ménagères de ce site (ou de ces sites).
- Dans le cas des « grands passages », il appartient à l'association de prendre contact avec Est Ensemble afin qu'elle installe une benne grand volume.
- Dans le cadre d'installations non autorisées de familles de gens du voyage sur le territoire de la Commune, qui ne sont pas des « grands passages » et dont le nombre de caravanes est inférieur à trente, il appartient à la Commune de contacter le service de la collecte d'Est Ensemble et l'association pour l'Accueil des Gens Du Voyage afin de trouver une solution adéquate.

b) En l'absence d'une association :

En dehors de ses circuits de collecte, Est Ensemble effectuera sur demande de la commune la pose d'une benne grand volume destinée à recevoir les ordures ménagères sur le terrain d'accueil des gens du voyage.

La Mairie de la commune d'implantation de chaque aire d'accueil renseignera les gens du voyage sur les modalités de la collecte des autres catégories de déchets.



5.3: Déchets des collectivités

a) Déchets de marchés

Les déchets de marché sont les déchets issus des marchés alimentaires. On distingue les déchets alimentaires (biodéchets) et les emballages qui doivent être déposés dans les containers appropriés. Les containers doivent être regroupés par le Délégué de Service Public de gestion des marchés forains de la ville de Noisy-le-Sec. Ils sont ensuite collectés sur le site du marché à la fermeture de celui-ci par les prestataires d'Est Ensemble.

La Délégation de Service Public de gestion des marchés forains de la ville de Noisy-le-Sec devra prendre connaissance du présent règlement, le prendre en référence et notifier clairement par un ou plusieurs articles spécifiques toute dérogation à ce règlement en précisant le caractère exceptionnel de cette dérogation.

b) Déchets de nettoyage

Les déchets de nettoyage sont les déchets provenant du balayage des rues et autres espaces publics. Leur ramassage est assuré par la commune.

Le vidage des corbeilles disposées sur les voies publiques est assuré par Est Ensemble, sauf cas particulier.

Est Ensemble a également la charge de l'enlèvement des dépôts débordant au pied des corbeilles, sauf cas particuliers.

c) Déchets des poubelles des corbeilles disposées sur les voies publiques (corbeilles de rues)

Le ramassage et le traitement des déchets des corbeilles disposées sur la voie publique sont assurés par Est Ensemble. Dans ce cadre, Est Ensemble a également la charge de l'enlèvement des dépôts débordant au pied des corbeilles.

d) Déchets des services techniques

Les déchets des services techniques sont collectés par la commune et éliminés par Est Ensemble.

ARTICLE 6 : Règles d'attribution et d'utilisation des conteneurs normalisés pour la collecte en porte à porte

6.1 Conteneurs agréés pour la collecte des déchets ménagers et assimilés

Les conteneurs mis à disposition par Est Ensemble sont également appelés « conteneurs roulants », « bacs roulants » ou encore « poubelles ».

Il ne peut être utilisé d'autres conteneurs que ceux dont Est Ensemble dote les usagers

Les conteneurs sont conformes à la normalisation en vigueur (NF EN 840 – 1 à 6) au 1er janvier 2002. Ils sont équipés d'un système d'accrochage pour permettre la collecte mécanisée.

6.2 Règles d'attribution

Des bacs (cuve grise, couvercle grenat pour les ordures ménagères résiduelles et cuve grise, couvercle jaune pour les emballages et papiers recyclables) sont mis à disposition de chaque foyer par Est Ensemble, selon une règle de dotation fonction de la zone concernée et du nombre de personnes composant le foyer.

La gamme en volume unitaire comprend des modèles à deux roues et des modèles à quatre roues : 120 L, 240 L, 360 L pour les modèles à deux roues destinés aux particuliers et aux petits habitats collectifs ; 660 L, 770 L pour les modèles à quatre roues destinés aux grands habitats collectifs.



ARTICLE 7 : Présentation des déchets à la collecte

7.1 Conditions générales

Les déchets doivent être sortis :

- la veille au soir après 20h ou le matin avant 5h30 pour les collectes effectuées le matin ;
- avant midi pour les collectes effectuées l'après-midi ou le soir.

Les récipients doivent être remisés le plus rapidement possible après le passage de la benne de collecte. Les récipients qui se trouveraient de façon notoire sur la voie publique en dehors de la plage horaire prévue pourront être repris par les agents d'Est Ensemble.

L'utilisateur ne doit pas tasser le contenu des bacs de manière excessive et ne pas laisser déborder les déchets. Le couvercle des récipients devra obligatoirement être fermé afin de permettre la bonne exécution des appareils de levage.

Les conteneurs doivent être présentés :

- devant ou au plus près de l'habitation, en position verticale sur les voies publiques ou privées ouvertes à la circulation publique.
- S'ils sont situés dans une voie non accessible aux véhicules de collecte, les usagers doivent présenter les conteneurs en bout de voie accessible au véhicule ; à l'intérieur des locaux-poubelles, situés en bordure immédiate de voie publique et s'ouvrant sans l'aide de clé, badge ou code, à condition que les conteneurs puissent être manipulés sans sujétions particulières (locaux propres, exempts d'encombrants limitant la circulation des conteneurs, accès de plain-pied).

En cas de non-respect de ces conditions de présentation, un courrier de mise en demeure de respecter le présent règlement sera envoyé ou remis à l'utilisateur.

7.2 Règles spécifiques

a) Déchets d'emballages recyclables hors verre

Les déchets recyclables tels que définis au chapitre 2, article 1, doivent être déposés non souillés.

Les emballages souillés par des produits dangereux sont collectés et traités dans les mêmes conditions que les déchets dangereux.

Les emballages ne doivent pas être imbriqués les uns dans les autres.

b) Déchets d'emballages en verre

Les bouteilles, pots et bocaux doivent être déposés sans bouchon ni couvercle. Il n'est pas nécessaire de les laver.

c) Ordures ménagères résiduelles

Les ordures ménagères résiduelles doivent être déposées dans les bacs dans des sacs fermés.

d) Déchets végétaux



Les déchets végétaux doivent être déposés directement dans des sacs biodégradables prévus à cet effet ou présentés en fagots pour les branchages (diamètre des branchages = 5 cm max ; longueur du fagot = 1.5 m. max ; diamètre du fagot = préhensible à bras d'homme).

e) Encombrants

Les encombrants doivent être déposés sur le sol, devant ou au plus près de l'habitation.

Ils sont, autant que possible, regroupés afin de ne pas gêner le passage.

Les gros cartons doivent être pliés ou coupés.

7.3 Vérification du contenu des bacs et dispositions en cas de non-conformité

Les agents de collecte d'Est Ensemble ou de son prestataire de service sont habilités à vérifier la conformité du contenu des conteneurs dédiés à la collecte des déchets recyclables.

Si le contenu des récipients n'est pas conforme aux consignes de tri diffusées par la collectivité (plaquette, numéro vert, site internet...) les déchets ne sont pas collectés.

Un message précisant la cause du refus de collecte est apposé sur le bac.

L'utilisateur doit rentrer le ou les conteneurs non collectés, en extraire les erreurs de tri et les présenter à la prochaine collecte des déchets. En aucun cas les conteneurs ne doivent rester sur la voie publique.

7.4 Du bon usage des bacs

Les bacs, mis à la disposition des usagers, sont la propriété inaliénable d'Est Ensemble. Les récipients attribués ne peuvent donc être emportés par les usagers lors de déménagement, ventes de locaux ou d'immeubles. Ils sont identifiés par un numéro et par un pictogramme Est Ensemble.

Les usagers en assurent la garde juridique et assument ainsi les responsabilités qui en découlent notamment en cas d'accident sur la voie publique. À ce titre, ils sont chargés de la sortie et de la rentrée des récipients avant et après la collecte.

Dans le cas de points de regroupement tels que visés au chapitre 2, article 6, la responsabilité inhérente aux matériels utilisés (abris, bacs, dispositifs de fixation) est à la charge des usagers s'ils sont situés sur le domaine privé, ou de la Municipalité s'ils sont situés sur le domaine public.

7.5 Entretien

L'entretien régulier des récipients de collecte est à la charge des usagers qui en ont la garde juridique. Tout défaut d'entretien qui entraînerait des problèmes de salubrité sera signalé à l'utilisateur avec mise en demeure d'agir. En cas d'inaction dans le délai imparti, Est Ensemble procédera à la prestation d'entretien au frais de l'utilisateur.

En cas d'usure normale, Est Ensemble réalise gratuitement le remplacement ou la réparation des pièces défectueuses sur demande de l'utilisateur.

7.6 Usage

Il est formellement interdit d'utiliser les récipients fournis par Est Ensemble à d'autres fins que la collecte des déchets correspondants. Il est interdit notamment d'y introduire des liquides quelconques, des cendres chaudes ou tout produit pouvant corroder, brûler ou endommager le récipient.



ARTICLE 8 : Modalités de changement de bacs

8.1 Échange, réparation, vol, incendie

Les opérations de maintenance (remplacement d'un couvercle ou d'une roue par exemple) sont assurées par Est Ensemble à l'initiative de l'utilisateur (n° vert : 0805 055 055 ou renseignements-dechets@est-ensemble.fr).

En cas de vol ou incendie, l'utilisateur pourra retirer un nouveau bac auprès d'Est Ensemble en fournissant une attestation délivrée par les services de gendarmerie ou de police.

8.2 Changement d'utilisateur

Lors d'un changement de propriétaire ou de locataire d'une habitation individuelle ou d'un local professionnel ainsi qu'en cas de changement de syndic ou de gestionnaire d'un immeuble, les intéressés sont tenus d'en faire la déclaration par écrit auprès des services d'Est Ensemble.

ARTICLE 9 : Collecte en déchetterie fixe et mobile

Est Ensemble exploite deux déchèteries fixes sur son territoire, l'une située à Montreuil et l'autre à Bondy. Des déchèteries mobiles sont également mises en place sur une demi-journée par mois, sur plusieurs sites d'Est Ensemble, dont une déchetterie mobile à Noisy-le-Sec, située sur le parking de la piscine Edouard Herriot (tous les 3^e samedi du mois). Elles sont accessibles à tous les résidents non professionnels d'Est Ensemble.

Ces déchèteries font l'objet d'un règlement intérieur complet et détaillé s'imposant aux usagers.

9.1 Modalités d'apports en déchetterie

a) Les déchets ménagers acceptés.

Sont exclusivement acceptés en déchetterie les types de déchets ménagers listés comme suit.

- Les déchets d'équipements électriques et électroniques : revoir définition chapitre 2, article 1.
 - . Gros équipements ménagers froid : caves à vin, climatiseurs, congélateurs, réfrigérateurs, pompes à chaleur, autres appareils de froid.
 - . Gros équipements ménagers hors froid : ballons d'eau chaude, chaudières électriques, chauffe-eau, convecteurs et cheminées électriques, cuisinières et fours, hottes aspirantes, lave-linge et lave-vaisselle, plaques et tables de cuisson, purificateurs et déshumidificateurs, radiateurs électriques et à bain d'huile, sèche-linge et essoreuses, ventilateurs en colonnes et à pales.
 - . Ecrans : écrans informatiques, liseuses électroniques, minitel, moniteurs, ordinateurs portables, tablettes avec écran supérieur à 7 pouces, téléviseurs.
 - . Petits appareils en mélange : informatique (disques durs, cartes électroniques, connectiques, unités centrales, imprimantes, scanner...), câbles et multiprises, petit électroménager (de l'entretien de la maison aux outils de toilette ou de cuisine), électronique grand public (appareils photo, GPS, télécommandes, chaînes Hi-Fi, lecteurs DVD, cigarettes électroniques...), téléphonie, loisirs et jouets électriques, outillage de bricolage et de jardinage.
- Les déchets d'éléments d'ameublement :
 - . Sièges : rembourrés ou pas, tous types d'assise (chaise, banc, tabouret, fauteuil, canapé, banquette, pouf...).



- . Literie : matelas, sommier, lit pliant.
- . Meubles de rangement, de plan de pose ou de travail et parties de meubles : armoire, bibliothèque, étagère, buffet, table et plateau ou pieds, coiffeuse, commode, penderie, vitrine, malle ou coffre, bureau, porte de meuble, tréteau, parc bébé...
- Les tubes fluorescents (néons) et lampes fluocompactes (basse consommation).
- Les piles et accumulateurs portables.
- Les déchets diffus spécifiques et leurs contenants d'origine :
 - . Déchets des produits d'entretien véhicule : antigel, filtre à huile, polish, liquide de dégivrage et de refroidissement, anti-goudron.
 - . Déchets des produits de chauffage, cheminée et barbecue : combustible liquide et recharges, allume-feu, alcool à produit, produit de nettoyage ou de ramonage.
 - . Déchets des produits d'entretien piscine : chlore et désinfectants.
 - . Déchets des produits de bricolage et décoration : peinture, vernis, lasure, pigment couleurs.
 - . Déchets de produits spéciaux d'entretien maison : déboucheur de canalisations, ammoniaque, soude, eau oxygénée, acides, décapant four, répulsif ou appât, imperméabilisant, insecticide, raticide, rodenticide, produit de traitement des matériaux.
 - . Déchets des produits du jardinage : engrais non organique, anti-mousses, herbicide, fongicide.
- les déchets végétaux : tontes, tailles de haies et d'arbustes, résidus floraux et d'élagage, feuilles mortes
- Les revêtements de sol.
- Les gravats et terre.
- La ferraille,
- Le bois
- Les huiles usagées avec leurs bidons
- Les emballages ménagers en carton, en plastique, en métal, en verre.
- Les documents en papier.

b) Les conditions d'accès.

L'accès en déchetterie est gratuit et est exclusivement réservé aux résidents non professionnels d'Est Ensemble :

- sur présentation d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois, d'une pièce d'identité ou de la carte grise du véhicule en cours de validité, documents prouvant le lieu de résidence de l'administré;
- à raison d'un apport de 2 m³ maximum par jour et par usager des seuls déchets autorisés ;
- au moyen d'un véhicule d'une hauteur maximum de 1,90 mètre et d'un PTAC inférieur à 3,5 tonnes.

Les déchetteries sont accessibles uniquement pendant les horaires d'ouverture, en présence d'un gardien, à savoir pour la déchetterie située à Montreuil :

- du lundi au vendredi, de 12 h 30 à 19 h – le samedi, de 10 h à 19 h ;
- le dimanche et les jours fériés, de 9 h à 13 h, hors les 1^{er} janvier et 1^{er} mai.

Lorsque les déchetteries sont fermées au public, il est strictement interdit d'effectuer des dépôts de déchets à l'entrée et à ses abords.

Pour la déchetterie mobile située sur le parking de la piscine Edouard Herriot (59 avenue Gallieni), celle-ci est accessible **tous les 3^e samedi du mois de 9h à 13h.**



9.2 : Fonctionnement de la collecte en déchetterie fixe

a) Rôles des usagers et des personnels.

Les usagers s'inscrivent dans le bon fonctionnement de la déchetterie. À ce titre, ils sont notamment tenus :

- de se renseigner au préalable sur les modalités d'apport obligatoires décrites à l'article 1 (déchets acceptés et conditions d'accès) ;
- de s'en tenir aux modalités d'apport, y compris, si c'était le cas, le refus des déchets non acceptés à remporter par eux pour s'en débarrasser autrement et ailleurs ;
- de se référer aux conseils et prescriptions des gardiens ;
- de séparer les matériaux amenés et de les déposer respectivement dans le conteneur ou benne correspondant en s'appuyant sur la signalétique en place ;
- de ne pas encombrer l'accès et les aires de déversement des déchets ;
- de respecter les consignes de sécurité inscrites dans le règlement intérieur et indiquées par le personnel.

Les gardiens assurent le bon fonctionnement de la déchetterie. A ce titre, ils sont notamment tenus :

- de réguler l'accès en déchetterie ;
- de veiller au bon ordonnancement du site pendant et hors l'ouverture au public ;
- d'accueillir et d'accompagner les usagers ;
- de veiller au respect des consignes de dépôts sélectifs et de sécurité ;
- d'assumer la réception des déchets dangereux et leur rangement dans les contenants spécifiques ;
- de tenir un cahier de bord des entrées/sorties et des incidents/réclamations.

b) Règles de sécurité

Dans l'enceinte de la déchetterie, les véhicules :

- sont autorisés à stationner pour une durée correspondant au temps d'apport des matériaux et à proximité des conteneurs et bennes de dépôt ;
- sont soumis à une régulation de circulation : arrêt à l'entrée sans gêner les autres usagers, accès après autorisation, vitesse très modérée et attention aux personnes et véhicules présents, sens des manœuvres.
-

Lors de leurs apports, les usagers :

- ne sont pas autorisés à descendre dans les bennes de dépôt ;
- sont tenus de déposer leurs matériaux dans les conteneurs adéquats et de remettre leurs déchets dangereux aux gardiens.

ARTICLE 10 : Dispositions pour les déchets non pris en charge par le service public ou pris en charge en parallèle du service public

10.1 Déchets non pris en charge par le service public

a) Médicaments non utilisés



Les médicaments non utilisés devront être déposés en pharmacie.

b) Déchets d'activités de soin à risque infectieux (DASRI)

Les DASRI doivent faire l'objet d'une attention particulière en raison des risques qu'ils représentent pour la santé et des accidents qu'ils peuvent occasionner au cours de leur élimination (collecte, usine de traitement, centre de tri, ...).

Il est donc strictement interdit de jeter ces déchets avec les ordures résiduelles.

Les DASRI pourront être déposés dans les pharmacies et laboratoires de biologie médicale.

c) Pneumatiques usagés

Les pneumatiques usagés doivent être collectés par des repreneurs agréés. Ils pourront notamment être repris gratuitement par le distributeur à l'occasion de l'achat d'un équipement identique dans le cadre de la reprise du « un pour un ».

d) Véhicules hors d'usage

Les véhicules hors d'usage doivent être remis à des démolisseurs ou broyeurs agréés par les préfets.

e) Bouteilles de gaz

Les bouteilles doivent être rapportées au distributeur.

Sur le site du Comité Français du Butane et du Propane, un tableau permet de connaître les distributeurs des bouteilles en fonction de leurs caractéristiques (couleur).

10.2 Filières parallèles du service public

a) Distributeurs d'équipements électriques et électroniques

Les déchets d'équipements électriques et électroniques pourront être repris gratuitement par le distributeur à l'occasion de l'achat d'un équipement identique dans le cadre de la reprise du « un pour un ».

Avant de mettre au rebut de tels équipements, les filières de réemploi doivent être envisagées (via des associations, des structures de l'économie sociale et solidaire...).

b) Filières de réemploi (associations, structures de l'économie sociale et solidaire, ...)

De nombreux types de déchets peuvent être repris par des structures de l'économie sociale et solidaire : Emmaüs, le Relais, la Croix Rouge, le Secours Populaire, le Secours Catholique, associations locales... : textiles, déchets d'équipements électriques et électroniques, d'ameublement, vélos, ...

Les usagers peuvent également faire don des objets encore utilisables.

c) Filières deuxième vie des objets et filières zéro Waste

Divers systèmes de revalorisation des déchets existent au niveau national et au niveau local.

- Les filières zéro Waste visent à la réutilisation continue de tous les déchets, la démarche dans l'absolu serait une évolution vers une société zéro déchet,
- La filière des collecteries ou ressourceries existant au niveau national avance le concept du « déchet solidaire ». Cette filière a donc un double enjeu : d'un côté donner une deuxième vie à des objets collectés (ex : chaises) d'un autre côté former des personnes en situations précaires à la remise en état de ces objets dans le cadre d'une réinsertion sociale,



NB : Une collecterie existe à Montreuil, 30 rue Saint Antoine.

CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS RELATIVES LA PROPRETE DES VOIRIES ET ESPACES PUBLICS

ARTICLE 1 : Dispositions générales

De manière générale, il est interdit :

- de laisser écouler, répandre ou jeter sur les voies publiques des substances susceptibles de nuire à la salubrité et à la sécurité publiques ou d'incommoder le public, notamment les huiles de carters des véhicules.
- de rejeter sur ces voies ou leurs dépendances des eaux insalubres ou susceptibles de causer des dégradations ou d'entraver l'écoulement des eaux de pluie.
- de se livrer à tout acte portant atteinte à l'intégrité des voies communales et des ouvrages qu'elles comportent.

ARTICLE 2 : Obligations des riverains : propreté des trottoirs et taille des végétaux

Les habitants et professionnels, occupant des immeubles riverains des voies et places publiques sont tenus de maintenir en bon état de propreté le trottoir et le caniveau (ou fil d'eau), au droit de la propriété qu'ils occupent, qu'ils en soient propriétaire ou non.

Il leur incombe à ce titre :

- de balayer, nettoyer le trottoir,
- d'assurer par l'enlèvement de tous détritiques et feuillages, le bon écoulement des eaux pluviales dans les tuyaux de descentes, gargouilles ainsi que dans le caniveau ou fil d'eau.

Les habitants et professionnels, occupant des immeubles riverains des voies publiques doivent par temps de gel, débarrasser les trottoirs de la neige et de la glace ou à défaut les rendre moins glissants en y répandant du sel, du sable ou de la sciure de bois qu'ils doivent balayer au dégel. Les trottoirs doivent être ainsi traités sur toute leur largeur au droit des entrées et sur au moins un mètre de large par ailleurs, en tenant compte d'éventuelles parties saillantes telles qu'escaliers, jardinières, etc.

Par ailleurs, les propriétaires des immeubles riverains des voies publiques doivent assurer, à leurs frais, l'installation et le remplacement éventuel des gargouilles.

Les habitants et professionnels, occupant des immeubles riverains des voies publiques sont en outre tenus d'assurer l'entretien des végétaux sur leur propriétés (arbres, arbustes, haies) afin qu'ils ne débordent pas sur la voie publique.

ARTICLE 3 : Occupation du domaine public

3.1 Dispositions générales

Toutes les précautions doivent être prises par l'occupant pour éviter des dégradations ou des souillures sur les voies publiques et pour maintenir celles-ci en bon état de propreté pendant toute la durée de l'occupation.



A la fin de toute occupation du domaine public, soit au terme prévu, soit après retrait ou révocation de l'autorisation, les lieux occupés doivent être remis dans leur état primitif par les soins de l'occupant et à ses frais. Ils doivent être parfaitement nettoyés et débarrassés de toutes souillures et traces diverses.

3.2 : Travaux

Pendant toute la durée des travaux, l'occupant doit tenir constamment en bon état de propreté les installations qu'il a pu être autorisé à établir sur le domaine public. Il doit enlever au moins chaque jour les débris et poussières aux abords du chantier. En aucun cas, des travaux tels que fixations, peinture y compris peinture à l'eau, ne peuvent être autorisés sur les voies et trottoirs pavés.

Le dépôt salissant de matériaux à même le revêtement des chaussées et trottoirs, places, allées, est interdit, de même que la préparation du béton et du mortier. Cette dernière peut et doit toujours se faire dans des bacs à gâcher.

Le dépôt ou stockage de matériaux ainsi que le déversement de produits nocifs, acides abrasifs et autres sont également interdits sur les voies pavées. L'occupant procède à la fin des travaux et sans délai au nettoyage des lieux afin de les restituer en l'état initial.

ARTICLE 4 : Entretien des véhicules particuliers

L'entretien de tout véhicule automobile et motorcycle est interdit sur le domaine public (nettoyage de carrosserie, réparations, bruits de moteurs anormalement longs, entretien, vidange).

ARTICLE 5 : Affichage

D'une manière générale, l'affichage est réglementé sur le territoire de la ville de Noisy-le-Sec à travers le Règlement Spécial de Publicité. Il est interdit d'afficher en dehors des lieux autorisés par le Règlement Spécial de Publicité et des lieux prévus à cet effet, ou de procéder à des inscriptions sur le bâti, les clôtures, le mobilier urbain, les poteaux de desserte électrique ou téléphonique, les arbres, quel que soit le matériau utilisé. La liste des emplacements des mobiliers urbains d'affichage libre est annexée au présent arrêté.

ARTICLE 6 : Jets par les fenêtres

Aucun jet d'objets ou déchet, de quelque sorte que ce soit ne doit être projeté à l'extérieur des bâtiments. Chaque riverain du domaine public doit assumer lui-même l'évacuation de ses déchets conformément au présent règlement.

ARTICLE 7 : Interdictions diverses

D'une manière générale, il est interdit de porter atteinte à l'intégrité et à la propreté des espaces publics terrestres, fluviaux et aériens.

Il est interdit de salir, maculer ou détériorer d'une manière quelconque la voie publique, les monuments, les clôtures et les murs des constructions publiques ou privées, les installations destinées à l'usage du public ou les objets entreposés sur la voie publique.

Il est notamment interdit :

- d'y déposer, projeter ou abandonner tous papiers, poussières, balayures, gravats, résidus de toute nature, des matériaux, matières ou déchets quelconques.
- de déverser des matières susceptibles d'engorger ou de détériorer les bouches d'égout et ouvrages d'assainissement,



- d'y brûler à l'air libre des déchets ménagers, pneus ou tout autre résidu,
- de porter atteinte au bon état des pelouses, des squares et jardins, d'y prélever toute espèce végétale.
- de tracer des dessins ou inscriptions à l'intérieur ou sur les façades des édifices publics.
- d'uriner sur la voie publique, sur les bâtiments publics et privés situés en bordure du domaine public.
- de jeter ou d'utiliser sur la voie publique en toutes circonstances, notamment lors de rassemblements, des produits divers salissants ou des produits alimentaires tels que farine, œufs, etc. - de jeter des confettis, serpentins, riz et autres objets ou produits festifs en dehors des fêtes et des cérémonies traditionnelles ou dûment autorisées. Tout contrevenant s'expose à une amende minimale de 2ème classe.

ARTICLE 7 : Animaux

Sur la voie publique, les espaces publics, les trottoirs, les chiens doivent être tenus en laisse. Ils doivent être pourvus d'un procédé permettant l'identification de leur propriétaire (tatouage, plaque gravée ou tout procédé agréé).

Chaque propriétaire doit veiller à ce que son animal ne souille pas le domaine public, ni les espaces naturels. Il doit se munir de tout moyen à sa convenance (sachet, pince...) pour ramasser les déjections animales. Les propriétaires doivent, pour ce faire, nettoyer immédiatement la voie publique, y compris les caniveaux, les trottoirs, les squares, parcs, jardins et espaces verts publics, souillés par les déjections de leur animal. Pour cela des sacs à déjections sont mis à disposition en différents points de la ville.

En cas de non respect de ces dispositions, tout contrevenant s'exposera à l'obligation de nettoyage à laquelle s'ajoutera la verbalisation.

Le dépôt de cadavre d'animaux est interdit en tout lieu public. Leur ensevelissement est également interdit sur l'ensemble du domaine public.

A l'exception de l'activité d'associations résidentes sur la commune ou d'entreprises prestataires de la ville ayant pour objet spécifique le suivi de certaines populations animales, il est interdit de jeter ou déposer toute graine et toute nourriture en tout lieu public pour y attirer les animaux, notamment les oiseaux, les chats, ou rongeurs.

Cette interdiction prévaut également sur les voies privées, cours ou autres parties d'un immeuble lorsque cette pratique risque de constituer une gêne pour le voisinage, d'attirer les rongeurs et de nuire à l'hygiène et à la sécurité des habitants.

Monsieur le Maire peut prendre toute mesure nécessaire, dans le respect des réglementations en vigueur, si la prolifération des animaux est susceptible de causer une nuisance ou un risque de contamination de l'homme par une maladie transmissible.

CHAPITRE 4 : INFORMATION / SENSIBILISATION

Afin de faciliter la bonne compréhension et exécution du présent règlement la commune et Est Ensemble, chacun en ce qui le concerne, mettent en œuvre des actions et des outils d'information ou de sensibilisation à la disposition du public.



CHAPITRE 5 : SANCTIONS

ARTICLE 1 : Généralités : non-respect du présent règlement

Le non-respect des dispositions du présent règlement engage la responsabilité civile du contrevenant. Tout déchet présenté sur la voie publique, autrement que dans les conditions définies par le présent règlement pourra faire l'objet d'une recherche d'adresse par les agents de la police municipale.

Les infractions au présent règlement seront poursuivies dans les conditions prévues au Code de l'environnement et au Code Pénal sans préjudice d'autres peines prévues par les lois et règlements en vigueur à la date de l'infraction dûment constatée.

ARTICLE 2 : Non-respect des modalités de collecte

En vertu de l'article R 610-5 du Code Pénal, la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent règlement sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 1^{re} classe soit un maximum de 38 euros.

En vertu de l'article R 632-1 du Code pénal, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 2^e classe (amende maximum de 150 euros) le fait de déposer, aux emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, des ordures, déchets, matériaux ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, en vue de leur enlèvement par le service de collecte, sans respecter les conditions fixées par cette autorité, notamment en matière d'adaptation du contenant à leur enlèvement, de jours et d'horaires de collecte ou de tri des ordures.

En cas de non-respect des modalités de collecte, il pourra être procédé d'office à l'enlèvement des déchets concernés aux frais du contrevenant selon le tarif adopté par le Conseil Municipal.

ARTICLE 3 : Dépôts sauvages

En vertu de l'article R 633-6 du code Pénal est puni d'une **amende maximum de 450 euros** prévue pour les contraventions de la 3^e classe le fait de déposer, d'abandonner, de jeter ou de déverser, en lieu public ou privé, à l'exception des emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, des ordures, déchets, déjections, matériaux, liquides insalubres ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit si ces faits ne sont pas accomplis par la personne ayant la jouissance du lieu ou avec son autorisation.

En vertu de l'article R 644-2 du code Pénal, le fait d'embarrasser la voie publique en y déposant ou y laissant sans nécessité des matériaux ou objets quelconques qui entravent ou diminuent la liberté ou la sûreté de passage est puni de l'amende d'un maximum de 750 euros prévue pour les contraventions de la 4^e classe. Les personnes coupables de la contravention prévue au présent article encourent également la peine complémentaire de confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit.

En vertu de l'article R 635-8 du code Pénal, est puni de l'amende de 1500 euros au maximum prévue pour les contraventions de la 5^e classe le fait de déposer, d'abandonner, de jeter ou de déverser, en lieu public ou privé, à l'exception des emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, soit une épave de véhicule, soit des ordures, déchets, déjections, matériaux, liquides insalubres ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, lorsque ceux-ci ont été transportés avec l'aide d'un véhicule, si ces faits ne sont pas accomplis par la personne ayant la jouissance du lieu ou avec



son autorisation. Les personnes coupables de la contravention prévue au présent article encourent également la peine complémentaire de confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit. Le montant de l'amende peut être porté à 3000 euros en cas de récidive.

Les agents de Police Municipale, les Agents de Surveillance de la Voie Publique et les agents communaux dûment habilités à cet effet peuvent constater de l'existence d'un dépôt sauvage. En outre, il pourra être procédé d'office à **l'enlèvement des déchets concernés aux frais du contrevenant** selon le tarif adopté par le Conseil Municipal. La **grille tarifaire applicable**, adoptée dans le cadre de la délibération n° 2017/06-27 du mois de Juin 2017 portant sur la revalorisation de la grille tarifaire afférente aux frais engagés par la ville pour le ramassage des dépôts sauvages et le nettoyage de la voie publique, est la suivante :

TARIF FORFAITAIRE INCLUANT LE RAMASSAGE, LE TRAITEMENT DES DECHETS, LES FRAIS DE PERONNEL ET LE NETTOYAGE	
Déchets ménagers et assimilés	
Volume inférieur ou égale à 340 L	900 €
Volume supérieur à 340 L	1900 €
Volume inférieur à 750 L et supérieur ou égal à 1100 L	2470 €
Volume supérieur à 1100 L	Coût réel + forfait sécurisation du site (balisage – déplacement personnel) : 1120 €
Déchets toxiques	Coût réel + forfait sécurisation du site (balisage – déplacement personnel) : 1120 €

ARTICLE 4 : Brûlage de déchets

L'article 88 du Règlement sanitaire départemental type interdit le brûlage à l'air libre des déchets ménagers et assimilés. Le RSD ne s'applique qu'aux déchets ménagers et assimilés, il ne concerne donc pas les déchets des professionnels non collectés par le service public.

CHAPITRE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION

ARTICLE 1 : Application

Le présent règlement est applicable à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département et de sa publication.

Tout autre acte administratif de la commune, non listé en préambule et antérieur au présent règlement, sera rendu caduque à l'entrée en vigueur de celui-ci

ARTICLE 2 : Modifications

Le présent règlement pourra être modifié amendé ou complété par arrêté du Maire.

ARTICLE 3 : Contestation

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Bobigny dans un délai de deux mois à compter de sa publication.